

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 03/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PRAXY CENTRE

Zi Les Listes
BP44
63500 Issoire

Références : 20240403-RAP-63-0372-Inspection-Centre-de-tri-PRAXY-Issoire
Code AIOT : 0016300106

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2024 dans l'établissement PRAXY CENTRE implanté Zi Les Listes BP 44 63500 Issoire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRAXY CENTRE
- Zi Les Listes BP 44 63500 Issoire
- Code AIOT : 0016300106
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société PRAXY CENTRE est autorisée à exploiter un centre de tri, transit de déchets banals ainsi qu'un centre de transit de déchets dangereux dans la ZI des Listes à ISSOIRE et bénéficie d'une autorisation en date du 30 septembre 2008.

L'établissement a cessé l'activité de de tri et assure désormais la massification des déchets collectés dans le cadre de la collecte sélective.

Le site assure également le regroupement des déchets non dangereux issus des activités professionnelles de l'artisanat, du commerce et des PME (cartons, papiers, ferrailles, emballages, housses plastiques, bois, déchets verts, caoutchouc) ainsi que la collecte des matelas usagés dans le cadre d'un contrat avec Ecomobilier.

Une activité de regroupement de déchets dangereux est exercée sur le site à hauteur de 8 tonnes maximales pouvant être présentes sur site.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 4.2.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Demande d'action corrective	1 mois
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 4.3.9.2 et 4.3.9.3	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Demande d'action corrective	15 jours
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Demande d'action corrective	7 jours
9	Envois de déchets	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article '2.2.8	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois
10	Rétention	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article '6.4.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
12	Stockages extérieurs de déchets	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article '6.4.8	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois
13	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 6.1.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
15	Zone de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article Titre 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
16	Pollution des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 6.5.6	/	Demande d'action corrective	0 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 4.3.6.2	/	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 4.3.10	/	Sans objet
11	Registre chronologique des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Susceptible de suites	Sans objet
14	Envois de poussières	Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 3.1.6	Susceptible de suites	Sans objet
17	Nouvelles dispositions en matière de prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 et 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'opération "coup de poing" relative au contrôle des rejets aqueux a montré que le centre de tri PRAXY d'Issoire montré des dépassements en composés métalliques pour ces rejets aqueux. Par ailleurs, un des deux points de rejet n'est plus fonctionnel, du fait de la casse d'un dispositif de pré-traitement, ce qui a pour conséquence de compromettre la capacité de confinement des eaux d'extinction du site en cas de sinistre. Sur ces deux points, des actions correctives sont attendues selon les délais précisés dans le présent rapport.

L'exploitant doit par ailleurs procéder sans délais à la recherche des substances PFAS susceptibles de se trouver dans les rejets aqueux du site et cela conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Certains constats relevés lors des contrôles précédents n'ont pas fait l'objet de mesures correctives. Le réaménagement du site, engagé par l'exploitant, doit permettre de solutionner ces non-conformités (débordement du stock des déchets de bois, envois de déchets).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution

<p>alimentaire,...),</p> <ul style="list-style-type: none"> - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Les plans des réseaux sont en cours d'actualisation (prestation confiée à la société GEOVAL). Une version projet a été présentée en séance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- Fournir, sous 1 mois, les plans des réseaux d'effluents aqueux du site (eaux résiduaires, eaux pluviales) comportant les points de rejets associés à chaque réseau, et les points de prélèvement et des ouvrages d'épuration internes éventuels ;</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de rejet n°2 collecte les eaux de ruissellement du centre de tri et la partie Sud de la zone d'exploitation extérieure, puis ces eaux sont dirigées vers la STEP d'Issoire (convention de rejet). En cas de sur-débit au niveau de la pompe de relevage, les eaux basculent vers le Tubosider (situation que ne s'est encore jamais produite).</p> <p>Les eaux de ruissellement, collectées sur les autres zones du site, transitent par le Tubosider puis rejoignent le point de rejet n°1. En cas de débordement du Tubosider, l'excédent est dirigé vers le point de rejet n°2.</p> <p>Actuellement, le séparateur qui équipe le point de rejet n°1 est endommagé. Ce point de rejet n°1 n'est donc plus utilisé depuis 1 an environ. Des études ont été menées et chiffrées pour réparation. Les pompes de relevage sont consignées dans l'attente. Un préventif est en place pour nettoyer et vider le Tubosider et nettoyer les séparateurs. Des opérations de pompage sont régulièrement réalisées pour envoyer les eaux stockées dans le Tubosider vers le point de rejet n°2.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder à la réparation du point de rejet n°1 et le rendre fonctionnel. Pour cela, un échancier de mise en conformité doit être fourni sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 4.3.6.2</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<p>Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>
<p>Constats : Les deux points de rejets sont équipés de points de prélèvement (effectué par perche). Leur observation durant l'inspection n'appelle pas de commentaire particulier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<p>Prescription contrôlée : Pour les différents points de rejets des eaux pluviales EP1 et EP2, l'exploitant réalise une analyse de la qualité de ces eaux une fois par trimestre. Les mesures réalisées portent sur les paramètres définis à l'article 4.3.9 précédent.</p> <p>Les résultats des analyses doivent être transmis chaque trimestre à l'inspection des installations classées et doivent être accompagnés de commentaires sur les conditions de fonctionnement des installations, et en tant que de besoin, sur les dépassements constatés et leurs causes, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>La fréquence des contrôles peut être augmentée à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Tous les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour une période de dix ans.</p>
<p>Constats : La fréquence trimestrielle est respectée pour le point de rejet n°2 avec des analyses réalisées en janvier 2023, mars 2023, juillet 2023, septembre 2023 et décembre 2023. Les prélèvements pour le premier semestre 2024 ont été effectués le 28 mars 2024. Du fait de la casse du point de rejet n°1, les analyses ne peuvent être effectuées. L'exploitant a néanmoins réalisé 2 analyses dans le Tubosider en septembre 2023 et décembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 4.3.9.2 et 4.3.9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
<p>Prescription contrôlée : Article 4.3.9.2 – Rejets des eaux pluviales EP1</p> <p>Les eaux de ruissellement EP1 doivent respecter avant leur rejet vers le réseau des eaux pluviales, les caractéristiques suivantes :</p>

Matières en Suspension Totales : < 35 mg/l
DBO5 (sur effluent non décanté) : < 30 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) : < 125 mg/l
Hydrocarbures totaux : < 10 mg/l
Chrome : < 0,1 mg/l
Plomb : < 0,5 mg/l
Cuivre : < 0,5 mg/l
Nickel : < 0,5 mg/l
Zinc : < 2 mg/l
Manganèse : < 1 mg/l
Etain : < 2 mg/l
Fer, Aluminium et composés (Fe+Al) : < 5 mg/l

Article 4.3.9.3 – Rejets des eaux pluviales EP2

Les eaux de ruissellement EP2 doivent respecter avant leur rejet vers le réseau des eaux usées, les caractéristiques suivantes :

Matières en Suspension Totales : < 600 mg/l
DBO5 (sur effluent non décanté) : < 800 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) : < 2000 mg/l
Hydrocarbures totaux : < 10 mg/l
Chrome : < 0,1 mg/l
Plomb : < 0,5 mg/l
Cuivre : < 0,5 mg/l
Nickel : < 0,5 mg/l
Zinc : < 2 mg/l
Manganèse : < 1 mg/l
Etain : < 2 mg/l
Fer, Aluminium et composés (Fe+Al) : < 5 mg/l

En cas de refus de la collectivité de délivrer l'autorisation prévue à l'article 4.3.6.1 du présent arrêté dans un délai de six mois après sa signature, les eaux de ruissellement EP2 seront rejetées dans le réseau d'eaux pluviales selon les normes de l'article 4.3.9.2 du présent arrêté qu'après contrôle de leur qualité.

Constats :

Les analyses réalisées au point de rejet n°2 montre des dépassements récurrent en Fe+Al en mars 2023 (7,2 mg/L pour une VL à 5 mg/L), en juillet 2023 (38,3 mg/L), en septembre (22,4 mg/L) et en décembre (11,1 mg/L) ainsi que ponctuellement des dépassements en Zn (2,17 mg/L pour une VL à 2) en juillet 2023 et en coloration (125 mg(Pt)/L pour une limite à 100) en juillet 2023 et (175 mg(Pt)/L pour une limite à 100) en septembre 2023.

En réaction au dépassement de janvier 2023, PRAXY a procédé à l'isolement du point de rejet puis au pompage des eaux par une entreprise extérieure. Depuis, un nettoyage trimestriel des débourbeurs est mis en place. Ces actions n'ont cependant pas été efficaces au regard des concentrations observées dans les analyses qui ont suivi.

Le dépassement des VL en métaux serait lié aux stockages de RBA. PRAXY a pour projet de supprimer tout stockage de RBA en zone 4 fin 2026.

Les analyses réalisées sur le Tubosider (c'est-à-dire en amont du point de rejet n°1), réalisées en septembre et en décembre 2023, ont montré un dépassement des VL applicables à ce point en Zn (2,19 mg/L pour une VL à 2) et en Fe+Al (7,9 mg/L pour une VL à 5 mg/L) en décembre 2023. Les VL étaient toutes respectées en septembre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Fournir sous 3 mois, un plan d'action visant à mettre en conformité les rejets aqueux du site, associé à un échéancier ferme de réalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le débit de rejet des eaux de ruissellement du site est piloté par la pompe de relevage du point 2 (et celle du point 1 lorsque celui-ci sera de nouveau fonctionnel). Le débit des pompes de relevage n'a pas pu être communiqué durant l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Communiquer, sous 1 mois, les débits des pompes de relevages des points de rejets 1 et 2 ; - Si ces débits cumulés sont susceptibles de dépasser les 100 m ³ /j, un dispositif de suivi en continu du débit de rejet devra être mis en place sous 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats des analyses sont régulièrement saisis dans GIDAF par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : La première campagne d'analyses des PFAS aurait dû être effectuée sur le site avant le 28/03/2024. La recherche des PFAS dans les rejets du site n'avait pas été engagée par l'exploitant le jour de l'inspection. PRAXY a indiqué se rapprocher de son prestataire pour savoir si des analyses en PFAS peuvent être effectuées sur les prélèvements réalisés le 28/03/2024. En tout état de cause, l'exploitant doit procéder dans les plus brefs délais aux 3 campagnes d'analyse imposées par l'AM.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Communiquer, sous 7 jours, le bon de commande relatif aux 3 campagnes de recherche des PFAS dans les rejets aqueux du centre de tri - Réaliser dans les meilleurs délais les 3 campagnes prévues par l'AM du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 9 : Envois de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article '2.2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Envois de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/01/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : les conditions de stockage des déchets, avant leur traitement ou leur élimination, doivent permettre de limiter les risques d'incendie et les risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois de poussières et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement »
Constats : Lors des inspections précédentes, il avait été constaté la présence de déchets disséminés sur le sol sur les terrains situés à proximité du hall de massification de la collecte sélective, malgré les actions de nettoyage engagées par l'exploitant. Depuis, l'exploitant a mis en place les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - chargement en benne à l'intérieur du bâtiment privilégié, - nettoyage après chaque chargement effectué, - mise en place d'une alvéole à l'extérieur contre le bâtiment pour éviter les envois, - démontage de la trémie et des appareils annexes pour faciliter le nettoyage de la zone, - porte sectionnelle démontées, - nouvelle méthode de chargement mise en place, - nettoyage régulier par un organisme pour maintenir la zone propre Au demeurant, l'inspection du 29/03/24 a relevé des constats similaires aux inspections précédentes, les conditions climatiques étant par ailleurs favorables à la dispersion et à l'envois des déchets légers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - mettre en place, sous 6 mois, des solutions techniques permettant de limiter les envois de

déchets (filets par ex)?
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article '6.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/01/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou du sol est associé à une capacité de rétention d'un volume suffisant.
Constats : Par courrier PRAXY du 31/03/2022, PRAXY avait indiqué que les 3 armoires avaient déjà été ou seraient nettoyées en cours d'année. L'inspection du 29/03/2024 a montré qu'une nouvelle opération de nettoyage était à programmer. L'inspection a par ailleurs montré qu'il était difficile, dans ces armoires, de s'assurer que de la compatibilité des déchets dangereux associés à une même rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Prendre, sous 3 mois, les dispositions nécessaires pour éviter tout risque d'associer à une même rétention 2 produits incompatibles (en mettant en place un plan de stockage des déchets dangereux dans les armoires par ex) ; - Prévoir un nettoyage des cuvettes de rétention des armoires de stockages des déchets dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Registre chronologique des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/01/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Art. 1er. – Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes: a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement: – la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet; b) Concernant la dénomination, nature et quantité: – la dénomination usuelle du déchet; – le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement; – s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-

8 du code de l'environnement; – le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée; – le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique; – la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet: – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; – l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; – la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement; – la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement: – le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets; – le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé; – le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Le système informatique a été modifié depuis l'inspection précédente.

L'extraction portant sur le mois de mars 2024 a été transmise à l'inspection.

Au regard des obligations réglementaires, il manque au moins les éléments suivants :

- la distinction entre le producteur initial du déchet et l'établissement expéditeur pour lequel on doit avoir la raison sociale, le numéro de SIRET et l'adresse ;
- la raison sociale, le numéro de SIRET et l'adresse de l'éco-organisme le cas échéant ;
- la raison sociale, le numéro de SIRET et l'adresse du courtier ou du négociant le cas échéant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- veiller à compléter le logiciel NESSY pour se conformer aux attentes réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Stockages extérieurs de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article '6.4.8

Thème(s) : Risques accidentels, bois, poudrette, tissus gommé et RBA

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/01/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires (organisation, conception, mode de stockage) afin de maintenir, en cas d'incendie de ces stockages, la périmètre de flux thermiques de 3 KW/m² dans les limites de propriété de l'établissement, à l'exception d'une bande de 100 m de long et 10 m de large au nord du site.

L'exploitant s'assure que des activités ou occupations du sol incompatibles avec les effets thermiques ne pourront y être exercées ou effectuées.

L'entreposage des RBA en attente d'expédition ne dépasse pas le volume de 1500 m³. Il est effectué sur une aire spécifique de 20 m x 15 m, entre des merlons de terre ou bennes remplies de terre d'une hauteur de 7 m servant d'écran thermique. Le stockage de bois présente un écran thermique de même type d'une hauteur de 2,5 m du côté le plus proche de la limite de propriété au nord du site.

<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 31/03/22, PRAXY a indiqué que le merlon avait été rehaussé et élargi. L'étude réalisée par AMARISK conclue qu'il n'y a pas d'effet domino sur les stockages périphériques en respectant les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Merlon 6 m de haut cotés Nord et Est • Mur bloc béton sur 20 m x 3m hauteur côté Sud • Stockage maximum 20 x 20 x 4 m hauteur <p>Ces conditions étaient effectivement celles observées durant l'inspection du 29/03/2024.</p> <p>S'agissant de l'aménagement de la zone de stockage de bois, le débordement du stockage hors de la zone a de nouveau été constaté. Un réaménagement par blocs béton est en cours pour contenir les déchets. 480 blocs ont ainsi été commandés pour créer des alvéoles (800 mm de large pour monter des murs à 4m de haut) conformes au risque incendie (étude de flux thermiques AMARISK en cours).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- mettre en conformité sous 6 mois le stockage de bois, en reconstituant un écran thermique en partie nord du stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 13 : Etat des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 6.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/01/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour, auquel est annexé un plan général des stockages.</p> <p>Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'établissement de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secou</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks au 29/03/24 a été transmis à l'inspection.</p> <p>- Etat des stocks de DND</p>

Libellé sous famille / famille	Stock (t)
Bois	473,930
Collecte sélective vrac	10,330
Déchets	139,962
Gravats	173,238
Produits issus des DEA	130,700
Verre	13,830

Le tonnage ne permet pas de situer l'établissement au regard de la situation administrative autorisée (volumes autorisés au titre des rubriques 2714 et 2710-2-b)

- Etat des stocks de DD

Produit	Stock (t)
PATEUX NON CHLORE	1,674
SOLIDE A BROIER	0,596
HUILES NOIRES USAGEES	0,608
LIQUIDE DE REFROIDISSEMENT	0,803
SOLVANTS NON CHLORES	0,130
EMBALLAGES SOUILLES	0,890
MATERIAUX SOUILLES	1,046
FILTRES A HUILE ET A CARBURANT	0,315
LAMPES / AMPOULES	0,030
AEROSOLS	0,034
DTQD STANDARDS	0,103
PILES EN MELANGE	0,192
EAUX SOUILLEES NON CHLOREES	0,800
TUBES NEONS	0,219
HUILES ALIMENTAIRES	0,063
CARTOUCHES ET TONERS	0,141

Total = 7,644 tonnes (< 8 tonnes autorisées dans l'AP)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Fournir, sous 3 mois, un relevé topo des stockages de DND en ventilant les volumes selon les catégories suivantes : papier/carton, bois, caoutchouc, plastique, RBA, et stockage de balles de papiers, cartons, plastiques, emballages ménagers et déchets de collecte sélective.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Envol de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 3.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Envol de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 31/01/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en œuvre toutes les dispositions pour limiter à la source les émissions et envols de poussières en utilisant des moyens adaptés notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• clôtures, bâches, filets, notamment sur les bennes ouvertes, entretien et nettoyage du site et des abords,• pulvérisation d'eau sur l'unité de broyage en tant que de besoin. <p>Le broyage du bois est interdit en cas de vigilance météorologique « vent violent » communiquée sur le site internet de Météo-France.»</p>
Constats : <p>Par courrier du 31/03/22, PRAXY a indiqué que les chargements seraient interdits par fort vent. Cependant, cette disposition n'a finalement pas pu être mise en place.</p> <p>Au demeurant, l'exploitant a indiqué que le stock des stériles était limité au plus bas possible et qu'en 2026, le stockage de stérile ne sera plus réalisé en zone 4.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Zone de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article Titre 6
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : <p>Cf. titre 6 de l'AP</p>
Constats : <p>Une étude est en cours afin d'identifier les emplacements les plus adéquats pour positionner les caméras suivant le réaménagement de la zone et des nouveaux marchés des éco-organisme (budget alloué sur 2024, commandes réalisées pour les blocs béton afin de redéfinir les zones de stockage par typologie de déchets).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>- Communiquer, sous 6 mois, les conclusions de l'étude de réaménagement de la zone 4 avec le positionnement des caméras thermiques.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : Pollution des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2008, article 6.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 180 m3. Le dispositif de confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p>

Constats : Compte tenu de l'indisponibilité du point de rejet n°1, le Tubosider, chargé de recueillir les éventuelles eaux d'extinction en cas de sinistre, se remplit des eaux de ruissellement. En l'état, la réserve de 180 m ³ ne peut donc être garantie en permanence.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Prendre, sans délais et jusqu'à ce que le point de rejet n°1 soit de nouveau opérationnel, les dispositions nécessaires pour pouvoir garantir une capacité de récupération des eaux d'extinction en permanence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 0 jour

N° 17 : Nouvelles dispositions en matière de prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 et 6
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : Art 5 Plan de défense contre l'incendie : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"> – les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; – l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; – les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; – les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; – le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; – le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; – le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; – les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; – la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; – le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; – le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion. Art 6 - maîtrise des sinistres

<p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en oeuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en oeuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dispositions des articles 5 et 6 de l'AM du 22/12/23 applicables au 01/07/24.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à la DREAL et au SDIS 63 avant le 01/07/2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de défense contre l'incendie du site établi en application de l'article 5 de l'AM du 22/12/23 ; - le compte-rendu d'un exercice incendie réalisé en application dudit plan.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>